

La rivalité France-Italie, carburant politique pour Giorgia Meloni

di Allan Kaval

En cette fin d'année 2025, quand les Italiens regardent vers la France, ils peuvent se dire qu'enfin les rôles se sont inversés. Associée à une réputation d'instabilité politique, la République italienne est désormais gouvernée par une coalition soudée, emmenée par la dirigeante d'extrême droite Giorgia Meloni. Présidente du conseil forte, elle attire, trois ans après son arrivée au pouvoir, des intentions de vote oscillant au-dessus de 30 %. Marqué par des tendances illibérales, son gouvernement est l'un des plus durables qu'ait connus l'Italie, tandis que, de l'autre côté des Alpes, les crises politiques se succèdent.

Le constat est le même sur le plan budgétaire. Alors que, depuis 1980, l'Italie se débat avec une dette colossale (135 % du PIB en 2024) et un déficit public qui a limité la confiance des marchés, le gouvernement Meloni les a réduits à 3,4 % du PIB en 2024. Les agences de notation ont relevé les notes de l'Italie, quand Fitch et Standard & Poor's ont dégradé celles de la France.

Enfin, alors que Paris poursuit son retrait en Afrique, Giorgia Meloni s'est lancée dans une ambitieuse entreprise diplomatique en direction du continent. Entre promesses d'aide et prévention des migrations illégales, ce plan tend à s'étoffer.

Cette comparaison flatteuse ouvre un nouveau chapitre dans le face-à-face qui caractérise l'histoire des relations entre les deux pays. Au sud des Alpes, l'existence d'une rivalité entre la France et l'Italie, liée à la domination injuste qu'aurait exercée Paris, est souvent perçue comme une évidence. Dans l'Hexagone, elle est ignorée. De fait, si la majorité des Français apprécie les Italiens, l'inverse n'est pas toujours vrai. Les résultats de l'étude d'opinion Ipsos présentée fin novembre lors des Dialogues franco-italiens pour l'Europe organisés à l'université Luiss-Guido-Carli de Rome avec

Sciences Po l'ont montré : si 60 % des Français déclarent ressentir de la sympathie pour l'Italie, seuls 30 % des Italiens le leur rendent, avec 20 % d'antipathie déclarée. La faute à la perception d'une certaine arrogance, malgré la proximité culturelle.

« Le récit national italien projette une vision négative de la France au XIX^e siècle, quand Napoléon I^{er} et Napoléon III soufflaient le chaud et le froid sur l'unité de l'Italie, explique Jean-Pierre Darnis, professeur à l'université Côte d'Azur et responsable du master en relations franco-italiennes. La volonté longtemps déçue de l'Italie, pays fondé en 1861, de compter dans le concert des nations a alimenté un sentiment de compétition. »

D'après l'universitaire, les Italiens gardent en mémoire les campagnes dévastatrices de François I^{er} dans le nord du pays, les spoliations napoléoniennes, l'impérialisme supposé des groupes français à l'égard des entreprises italiennes. Or, les Français ignorent très largement ces irritants, percevant leur voisin comme un pays de cocagne, ami et accueillant, en oubliant souvent qu'il s'agit de la deuxième puissance industrielle d'Europe. *« Les Italiens ont le sentiment d'être traités en parents pauvres, explique Antonio Varsori, professeur d'histoire de la construction européenne à Padoue. Les difficultés de la France produisent maintenant une occasion pour construire une relation d'égal à égal. »*

Repartir d'un bon pied

Provenant d'un terreau nationaliste, Giorgia Meloni perçoit la France comme un voisin aux visées parfois hostiles. Sa biographie l'explique en partie. *« Pour Giorgia Meloni, l'année 2011 a été traumatisante. Elle occupait son premier poste de ministre dans le gouvernement de Silvio Berlusconi, moqué par Nicolas Sarkozy, explique Lorenzo Castellani, professeur d'histoire des institutions politiques à l'université romaine Luiss-Guido-Carli et spécialiste des droites italiennes. Du fait de la situation budgétaire, elle a dû quitter son ministère, laissant la place à un gouvernement technique. Cette manœuvre était perçue comme téléguidée par Bruxelles, via l'Allemagne et la France. »*

A cela s'ajoute l'opération franco-britannique en Libye, ancienne possession italienne. Du point de vue italien, Paris, en précipitant la chute du dictateur Mouammar Kadhafi,

a privé l'Italie d'un allié, tout en ouvrant la voie à de nouvelles routes migratoires. Giorgia Meloni, qui, dans l'opposition, se battait pour l'italianité du sommet du mont Blanc et dénonçait le franc CFA néocolonial, s'est vouée à réparer ces outrages, la relation bilatérale ayant été émaillée de crises diplomatiques depuis son arrivée au pouvoir, malgré le traité de coopération renforcée du Quirinal signé en 2021. Les deux diplomates travaillent désormais à un sommet bilatéral prévu au printemps 2026 pour repartir d'un bon pied.

Toutefois, la présence de Giorgia Meloni plane désormais sur la vie politique française. Le 20 septembre, Giorgia Meloni a créé un précédent en intervenant à distance dans un meeting de son alliée française, Marion Maréchal, mariée avec un eurodéputé de son parti, Fratelli d'Italia. Avec une délégation de quatre eurodéputés dont elle est la figure de proue, son parti, Identités-Libertés, appartient au groupe des Conservateurs et réformistes européens. Cette formation, dominée par Giorgia Meloni, a réussi à imposer ses thèmes en Europe, notamment en matière d'immigration. S'adressant à des alliés français fascinés par son « modèle », elle s'est posée en leader et a promu l'« union des droites » dans les Etats membres, une idée qui progresse en France.

Dans son discours, Giorgia Meloni décrivait une Italie ayant retrouvé la place qui lui revient dans le monde, projetant une image de puissance. Une image propre à évoquer, pour l'extrême droite hexagonale, ce que la France aurait cessé d'être.